LE MONDE LIBERTAIRE

N° 1731
du 6 au 12 février 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

LE MONDE LIBERTAIRE

Le prolo se tue à la tâche

Le patron se tue à la hache

M 02137 - 1731 - F: 2,00 €

L'Espagne contre la loi anti-IVG page 10

Editorial

Quoi de neuf en France ? On se le demande tant les médias ont été mobilisés sur le front des « affaires ». Du match Valls-Dieudonné aux histoires d'alcôves de qui-vous-savez, unes des journaux, stations radios, écrans TV et Internet nous ont tout conté par le menu, jour après jour, sans relâche et ceci depuis près d'un mois ; nous n'en n'avons pas perdu une miette. Et pendant ce temps-là les grèves… Quelles grèves ? Les fermetures d'usines, les licenciements… Où ça ? Et pendant ce temps-là le chômage ? Damned ! Sa courbe ne s'est pas inversée comme on nous l'avait promis ; au contraire elle continue de grimper. Pas grave, ça ira mieux fin 2014, ou 2015 ou… un de ces jours. Notre président socialiste (pardon : social-démocrate, re-pardon, social libéral, re-re-pardon, libéral) gère le capitalisme comme il peut. Et il peut peu. Et pendant ce temps-là nos troupes en Afrique ? C'est pour la bonne cause, pas pour nos intérêts économiques. Et pendant ce temps-là avec leur « *jour de colère* », tout ce que le pays compte de réacs et de fachos a essayé de fêter avec un peu d'avance le 80e anniversaire des émeutes ligardes de février 1934. Et pendant ce temps-là, le Medef obtient cadeau sur cadeau de la part du gouvernement : moins de charges, moins de cotisations pour les entreprises… Et pour les salariés ? Des promesses mais aucun engagement ferme de la part des patrons. Jusqu'à quand va-t-on subir sans riposter ? C'est quand l'offensive ? C'est quand qu'on va où ? Sûrement pas vers les urnes au printemps qui ne peuvent nous permettre que de changer de maîtres. Tâchons plutôt de préparer notre émancipation pour un avenir qui soit réellement entre nos mains.

Sommaire

Actualité

Ne reculons plus devant eux, par G. Goutte, *page 3*
Sous les pavés, la vase, par J.-D. Gottel, *page 4*
L'école, une priorité ? par Fred, *page 5*
Météo syndicale, par J.-P. Germain, *page 6*
L'UE et le gaz de schiste, par P. Schindler, *page 7*

International

De quelques événements ukrainiens, par AIT, *page 8*
Solidarité avec les *presos* anarchistes mexicains, *page 9*
Encore l'Espagne, toujours l'avortement, par R. Pélagie, *page 10*

Arguments

Disparitions des communes, par Justhom, *page 12*
Chronique d'un sexisme ordinaire, par A., *page 14*

Histoire

L'anarcha-féminisme en Argentine, par Libcom, *page 16*

À lire, à voir

Che Guevara était un Suisse, par N. Potkine, *page 19*
La vie est une lutte, par M. Joffrin, *page 20*

Le mouvement

Appel à mobilisation contre le FN, par La Sociale, *page 22*
***Bye*, Cavanna,** par E. Vanhecke, *page 22*

Illustrations

Aurelio, Jhano, Kalem, Krokaga, Nemo, Milan

Bulletin d'abonnement

Tarifs — France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits	◯ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits	◯ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits	◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom ______________ Prénom ______________

Adresse ______________

Code postal ______________ Ville ______________

Abonnement de soutien

1 an ◯ **95 €**

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Ne reculons plus devant eux

La mayonnaise « socialiste »

Alors que médias et gouvernement nous divertissent cyniquement depuis quelques semaines avec le grand jeu des chiffres du chômage – qu'on sait depuis perdu par le président –, on parle peu, dans l'hémicycle comme dans les gazettes, les postes à galènes et les tubes cathodiques, des quelques luttes qui, plus ou moins timidement, secouent le monde du travail. C'est que les soubresauts du prolétariat ne font pas partie des ingrédients de la mayonnaise capitaliste que patrons et dirigeants politiques cuisinent depuis plus d'un siècle. Mayonnaise dont la recette a sensiblement changé depuis l'arrivée au pouvoir présidentiel du Parti socialiste, lequel n'a de cesse d'offrir cadeaux sur cadeaux au patronat, du CICE (crédit pour l'impôt, la compétitivité et l'emploi : 20 milliards d'euros de réduction de cotisations patronales) au récent « pacte de responsabilité » (cette fois, c'est 30 milliards !), en passant par le violent accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 qui entérine la stratégie dite de flexisécurité (on facilite les procédures de licenciement pour, dit-on, embaucher davantage). On a un peu l'impression de se répéter quand on cause du social dans les colonnes du *Monde libertaire*, mais cette rengaine ne fait que témoigner de la cohérence de la stratégie politico-économique du gouvernement actuel – dans lequel bien des travailleurs avaient mis de naïfs espoirs il y a bientôt deux ans. Cette cohérence – qui, au premier abord, peut sembler bien peu perceptible, l'opposition et les médias véhiculant généralement l'image « chaotique » de dirigeants prétendus « peu courageux » qui avancent en tâtonnant – est redoutable, et c'est sans réelle contestation sociale que François Hollande et sa clique transforment en pire une réalité économique déjà détestable.

Grève à *La République du Centre*

Bien sûr, la contestation existe, mais elle est si morcelée, isolée qu'elle est à peine perceptible. Pour preuve la lutte des salariés du quotidien régional *La République du Centre* contre le plan social envisagé par le groupe de presse Centre France-La Montagne, lequel prévoit la fermeture de l'imprimerie de Saran et la suppression de 230 emplois (dont 78 à Saran), accompagnée du départ volontaire de 37 journalistes. Tout cela, bien sûr, au nom de la réduction des coûts, une économie annuelle de 16 millions d'euros étant recherchée par la direction… La grève a éclaté le 17 janvier suite à l'échec des négociations concernant les indemnités supra légales. À l'origine, les travailleurs réclamaient une prime de 62 000 euros, quand la direction, elle, proposait… 7 500 euros ! Et si les salariés ont revu à la baisse leurs exigences (20 000 euros), les dirigeants, eux, n'ont, pour l'heure, rien lâché… La grève s'est durcie le 28 janvier avec la séquestration, pendant moins de vingt-quatre heures, du secrétaire général du groupe et du directeur des ressources humaines. Le quotidien n'a pas paru depuis le 18 janvier, et la grève a été reconduite vendredi 31 janvier… Affaire à suivre.

Reprendre l'offensive

La lutte des salariés du groupe Centre France-La Montagne montre certes que nous ne sommes pas encore tous gagnés par la résignation, mais elle est aussi assez révélatrice de l'ampleur du travail qui nous attend pour reconstruire un vrai mouvement social. Il y a quelques dizaines d'années, ces travailleurs auraient sans doute été rejoints dans leur lutte par les salariés d'autres groupes de presse, dans un mouvement de solidarité professionnelle (voire interprofessionnelle) qui manque cruellement aujourd'hui. En presse, secteur qui connaît de sérieuses attaques patronales depuis quelques années, l'heure est davantage à la négociation de départs individuels qu'à la construction de formes de lutte collectives qui, pourtant, pourraient mettre à mal les ambitions destructrices du patronat de la presse, lequel n'aspire qu'à se débarrasser des nombreux acquis obtenus depuis plus d'un siècle par les ouvriers du Livre et les journalistes. Il est loin le temps de la conscience de classe et du syndicat unique qui non seulement imposaient un rapport de forces réel, mais étaient aussi susceptibles de porter des ambitions révolutionnaires.

Guillaume Goutte

(Depuis les montagnes des Alpes françaises.)

Sous les pavés, la vase

Le pire ennemi du manifestant, c'est encore la pluie. Celle qui tombait dimanche dernier sur Paris n'a cependant pas empêché les rats de sortir des égouts. 26 janvier 2014. Jour à oublier ? Certainement pas ! 40 000 manifestants, selon les organisateurs, mais 17 000 manifestants selon la police ; que voulez-vous ? Il y a des jours comme ça où on préfère croire la police ! Et quand bien même ce ne fut pas une déferlante, ils étaient bien là, à battre le pavé, à visage découvert, triomphants de haine et d'intolérance.

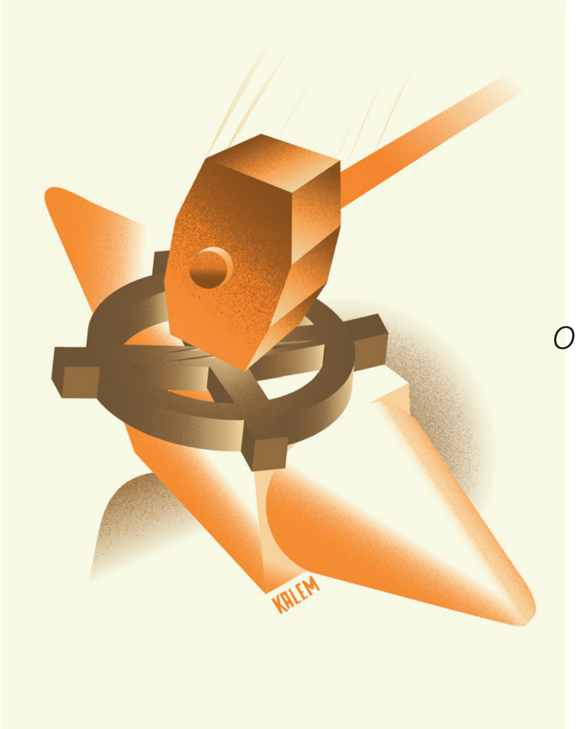
On ne fera pas le coup de considérer tous les participants de cette joyeuse sauterie comme des néonazis, des crypto-fascistes ou des catholiques intégristes. Il y en avait certes en grand nombre mais au bout du compte ce furent tout de même eux qui firent le plus grand bruit. Eux en tout cas qui firent aussi les titres des journaux du lundi matin du fait de leurs slogans frais et printaniers du calibre, j'ose à peine l'écrire : « *On s'est battus contre les pédés, on se battra contre l'IVG* », ou bien encore le très digeste « *Faurrisson a raison, la Shoah c'est bidon* ». Classe et élégance… Dire qu'il y a encore peu de temps, on riait des pseudo-manifs de droite…

Le Printemps français, qui organisait ce raout pas très mondain, convenons-en, est, d'après le blog du journal *Le Monde*, « *une étiquette sous laquelle sont réunis depuis près d'un an les éléments les plus radicaux anti-mariage pour tous* ». Cet agrégat, ce ramassis même pourrait-on écrire, vient donc d'exercer son talent de manipulateur par un système de propagande parfaitement efficace : affiches non signées et débarrassées des habituelles logorrhées d'extrême droite et du Bleu-Blanc-Rouge traditionnel, utilisation massive des réseaux sociaux, vocabulaire adapté à la clientèle ; on y a même vu un visuel représentant un joli lanceur de pavé accompagné du slogan : « *Condé, le 25 janvier tu vas manger* », que n'aurait pas renié un punk ou un autonome de la grande époque et qui ferait presque frémir les anarchistes eux-mêmes ! Là où l'ignoble rejoint le fétide, c'est moins le contenu « *petit blanc* » que l'on peut rencontrer dans de nombreux milieux ou de nombreuses organisations que l'antisémitisme proclamé, clairement affiché et définitivement assumé. Qu'un petit boutiquier ou qu'un citoyen ordinaire considèrent qu'ils paient trop d'impôt, il n'y a rien de choquant ni d'inhabituel, que celui qui pense qu'il n'en paie pas assez nous écrive et il gagne un abonnement de deux semaines, mais qu'on retrouve ce même abruti entouré de ces galopins en chemise brune, il y a un pas que quelques-uns n'ont pas hésité à franchir, ils ont même mis le pied gauche dedans. Il y avait de tout là-dedans. Toujours d'après le blog du *Monde* : « *Le défilé avait reçu le soutien d'une myriade d'associations pour une part fantomatiques ou liées directement au Printemps français comme le collectif Hollande dégage, le collectif des avocats libres de Frédéric Pichon ou le Camping pour tous.* » Pas sûr que les louangeurs de vraies corridas, les pêcheurs à la ligne ou la pétanque boulonnaise aient été bien loin. Manquaient plus que les joyeux abstentionnistes du Nord-Pas-de-Calais ou les amateurs d'authentiques andouillettes (label AAA). Ouaf ! S'il est vrai qu'on peut rire de tout mais pas avec n'importe qui, ces fiers et altiers randonneurs de dimanche après-midi ne m'amusent pas du tout et gageons qu'ils ne fassent pas rire non plus le plus grand nombre.

Mais pourtant, loin de ne pas inquiéter ou à tout le moins nous interroger, cette émergence de l'idéologie d'extrême droite ne doit à aucun moment et à aucun endroit nous laisser indifférents. Un acteur clé de cette manipulation, c'est Alain Soral. Ce psychopathe, passé par le parti communiste comme bien d'autres, n'a pas hésité à déclarer à propos d'un film qu'il avait commis et éreinté par la critique : « *J'ai été massacré par les deux cliques qui tiennent ce milieu, les pédés et les juifs* », il a oublié les francs-maçons. Ou bien encore: « *J'ai été manipulé par un juif qui a tiré la couverture à lui* – explique très sérieusement Soral. *À partir de ce jour-là, j'ai étudié le Talmud, l'histoire du sionisme. J'ai découvert que la trahison et la solidarité étaient au fondement de cette culture.* » Paranoïa et névrose font bon ménage chez cet « intellectuel » encensé par Dieudonné et ses petits amis. Par ailleurs Farida Belghoul, l'une des figures de la Marche des beurs de 1983, est un des ces relais efficaces, elle qui croit déceler la théorie du genre dans le programme scolaire ABCD de l'égalité et qui prêche le boycott à l'école. Cette dame semble d'ailleurs fort prisée sur le site Égalité et Réconciliation (!), site du respectable Alain Soral, mentionné plus haut. Toute cette nébuleuse va donc surfer sur l'ignorance crasse et les rancœurs envers la classe politique.

Les « forces » seraient-elles donc en place pour un nouveau 6 février 1934? Cet affrontement direct entre ligards, en particulier de l'Action française, et l'État causa la mort de 14 manifestants. Si voir un gouvernement tomber sous la pression de la rue n'a jamais dérangé les libertaires, encore faut-il que la révolte soit portée par une volonté émancipatrice et non réactionnaire. « *Nous devons donc* – écrivait Albert Camus dans *Le Libertaire* – *trouver en nous-mêmes […], c'est-à-dire au cœur de la pensée révoltée, les valeurs dont nous avons besoin. Si nous ne les trouvons pas, le monde croulera, et ce n'est peut-être que justice, mais nous nous serons écroulés avant lui, et ce serait infamie.* »

Jean-Dominique Gottel



We shall overcome !
We are not afraid
We are not afraid
We are not afraid today
O deep in my heart I do believe
We are not afraid today

Pete Seeger (03.05.1919 / 27.01.2014)

L'école, une priorité ?

Il faudra donc s'y faire, le discours politique dominant marche à coups d'annonces non suivies d'effets, un peu comme une pensée magique qui ferait que le réel soit modifié par la force de la parole : « *Le chômage va baisser en 2013.* » Sarkozy nous avait déjà habitués à ce genre de procédé.

En matière d'éducation, c'est encore plus flagrant. Vincent Peillon a de nouveau annoncé son plan de « *refondation de l'éducation prioritaire* ».

C'est quoi l'éducation prioritaire ?

L'éducation prioritaire a plusieurs fois changé de nom et de statut. À chaque fois, les zones se sont réduites ou ont été redessinées afin de faire des économies de moyens.

L'éducation prioritaire, ce sont, normalement, des moyens supplémentaires attribués en termes de postes, des aménagements en termes d'effectifs de classe, des personnels supplémentaires. Je dis bien normalement car, dans les faits, on se rend compte que les zones d'éducation prioritaire sont moins dotées en postes que les zones privilégiées. Par exemple, sur Paris, il y a plus de profs et/ou de remplaçants qu'en Seine-Saint-Denis. Les quartiers bourgeois bénéficient en plus d'infrastructures et de propositions culturelles de qualité.

L'éducation prioritaire est sans cesse critiquée pour ses faibles résultats. Elle ne réglerait pas les inégalités sociales et territoriales, comme si un système scolaire foncièrement inégalitaire pouvait apporter des réponses égalitaires (les budgets alloués aux écoles par les mairies varient du tout ou tout) et comme si l'école pouvait/devait régler les problèmes sociaux, qui ne font que s'aggraver en raison des effets de la « crise économique ».

En fait de critique, il s'agit surtout de baisser les taux d'encadrement et de faire des économies de personnels.

La base du fondement de la refondation

Vincent Peillon a annoncé ses mesures : requalification des zones d'éducation prioritaire en zones super-prioritaires (REP +), qui se traduit dans les faits par une diminution des ZEP à une centaine. Celles-ci bénéficieraient de moyens supplémentaires à la rentrée prochaine. Les autres zones attendront la rentrée suivante (2015). Ce genre de discours n'est pas sans nous rappeler les propos de Sarkozy : moins de fonctionnaires mais mieux payés. On attend toujours les hausses de salaires alors que les postes ont bel et bien disparu. On peut donc craindre la même chose pour les zones d'éducation prioritaire.

Dans les moyens supplémentaires attribués par le plan Peillon, il y aura le recrutement d'agents de prévention et de sécurité. Bref, on ajoute des « flics ».

En termes de « *refondation* », le ministre annonce un accompagnement jusqu'à 16 h 30 pour les élèves de 6e – comme si cela n'existait pas –, la scolarisation des enfants de moins de 3 ans dans les zones difficiles – comme cela existait avant le travail de casse sarkozien – et la mesure « *plus de maîtres que de classes* » qui existe déjà en termes d'enseignants sur des postes d'animation soutien, qui seront redéployés dans ce nouveau dispositif. Un effort sera aussi fait pour accueillir les parents le matin, comme si les enseignants et enseignantes ne le faisaient pas. Bref, on refait la même chose mais on change de nom.

Notons cependant quelques points positifs qui visent à stabiliser les équipes éducatives en apportant quelques bonifications supplémentaires. On regrettera que ces mesures ne soient pas appliquées à l'ensemble des enseignants et enseignantes qui ont souffert et souffrent encore des restrictions budgétaires et du blocage des salaires.

Le problème de l'éducation prioritaire, c'est d'avoir à gérer des situations sociales de plus en plus fragilisées. Et, au lieu de promouvoir « *l'excellence pour tous* », le ministre reste sur une logique de méritocratie. Les enfants des quartiers populaires défavorisés doivent faire la preuve de leur volonté de s'en sortir. Ils et elles pourront alors peut-être rejoindre les dispositifs en trompe-l'œil qui servent à cacher les inégalités criantes dont sont victimes ces secteurs et leurs populations.

Il faudra donc s'y faire, le discours politique dominant marche à coups d'annonces qui sont autant de contre-vérités, des mensonges, où il faut entendre le strict contraire de ce qui est dit : « *L'éducation est notre priorité.* »

À celles et ceux pour qui les mots et les actes ont encore une valeur, il s'agit de reprendre l'offensive dans les espaces éducatifs où nous sommes d'ores et déjà investis, voire d'en inventer de nouveaux.

Fred
Groupe Pierre-Joseph-Proudhon de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

De si vivaces clichés…

Un attentat a été commis par un «Front National de Libération de la Provence» devant le centre des Impôts d'Aix-en-Provence. Un notable issu d'une association occitane accuse les anarchistes d'avoir posé la bombe… Comme de bien entendu!

J'te parie 3 bons becs…

En 2013, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 6 %. Pourtant Hollande avait parié 3 kopecks avec ses potes de jeux, qu'il arriverait à inverser la courbe… Même pas cap!

Alerte

Des organisations d'extrême droite et de la Manif pour tous appellent à des «*journées de retrait de l'école*» pour dénoncer une prétendue introduction de la «théorie du genre» dans les classes. (Voir l'article consacré dans le numéro gratuit 45 du Monde libertaire).

Tout fout l'camp

En 2013, plus de 155 millions de caisses (soit 1,865 milliard de bouteilles) de vin rouge ont été consommées en Chine (Hong Kong compris), qui domine désormais le marché mondial devant la France, seconde avec 150 millions de caisses, et l'Italie. *Damned*! Coluche doit se retourner dans sa tombe: en France, «*le pinard, c'est pas interdit que je sache!*».

Météo syndicale

L'AMIANTE, un problème national, disent les gazettes. On pouvait croire, bêtement, que cela ne se répandait que dans certaines universités parisiennes. En oubliant le nombre de travailleuses et travailleurs qui en souffrent, et bien avant la retraite. Par contre, ce qui n'a pas fait la une de la presse, c'est les problèmes de la RATP. Ainsi, dans notre capitale, Paris, le 20 décembre de l'an dernier, quatre lignes de métro ont été arrêtées. La cause ? Un taux important de fibres d'amiante dans l'atmosphère d'un centre de régulation technique. Évacuation dudit centre, lignes à l'arrêt, passagers invités à quitter les lieux ! Un tract de la CGT-RATP a même été distribué sur la ligne 13 (Saint-Denis-Châtillon) pour dénoncer l'omniprésence de l'amiante. Autre cas : la tour Montparnasse, avec ses 5 000 salariés ; en cas d'urgence, ça va craindre ! Il ne faut pas oublier les manifestations diverses et intersyndicales de l'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante) dont les efforts militants sont souvent passés aux oubliettes de l'actualité.

« *La seule et unique préoccupation des organisations syndicales doit être de lutter contre le chômage et les licenciements, la concurrence déloyale, les patrons voyous du CAC 40 et non d'agiter le chiffon rouge contre le seul parti qui propose honnêtement et sincèrement des solutions aux préoccupations des travailleurs français* », a déclaré, dans un communiqué, Fabien Engelmann, ancien militant CGT exclu pour son appartenance au FN… Il réagissait au meeting, à la Bourse du Travail de Paris, contre les idées d'extrême droite dans le monde du travail. Il y avait là des militantes et militants de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de l'Unef et de la FIDL. Couper l'herbe sous le pied de l'extrême droite, travailler à une réponse syndicale argumentée… Il y a du pain sur la planche ! Il faudra aussi, particulièrement à la CGT, balayer devant sa porte, à Air France par exemple[1]. Pour les autres confédérations homologuées, faute d'informations précises, on se taira.

Sinon, rebelote à Goodyear Amiens Nord, silence radio dans les médias. On ira aux nouvelles, mais il semblerait que la situation interne incline à laver le linge sale en famille et le marécage proche des municipales n'arrange pas les choses. Il est vrai que l'activité n'est pas à tendance bisounours. La redoute, PSA, Mory-Ducros... pas encore des Bérézina, mais quand il y a des issues, elles sont précaires !

Une fois n'est pas coutume, au lieu de broyer du noir sur le syndicalisme, parlons musique. Dernièrement, Pete Seeger[2] nous a quittés, influencé par Woodie Guthie, influençant Joan Baez et Bob Dylan (entre autres!) il aura propagé l'idéal des IWW. Camarades qui alliaient musique et propagande syndicaliste et ce n'est pas les camarades des Chroniques syndicales qui nous contrediront !

Jean-Pierre Germain
Groupe anarcho-syndicaliste autonome Salvador-Ségui

1. Dans l'ex-quotidien de la rue de Lorraine, voir « Les quenelles volent bas à l'aéroport de Roissy », 31 janvier.
2. Alors que dans certaines radios françaises on causait de Claude François et de sa scie « Si j'avais un marteau ».

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH — KROKAGA

Si tu avances quand je recule…

Dix sept mille identitaires, membres du Printemps français, intégristes, rassemblés autour du collectif Jour de colère, ont défilé à Paris. Au menu de « beaux » slogans : « Non à l'islamisation de la France », « Mort aux sionistes », « Nous sommes tous des enfants d'hétéros », ou encore, plus classe : « Hollande, on t'encule ! » Jean-François Copé, après avoir eu vent des 250 arrestations, a assuré ne rien avoir à voir avec la manifestation, tandis que, quelques jours auparavant, il avait annoncé sa proximité avec la manifestation…

Appel contre la loi espagnole sur l'avortement

Deux cents députés européens ont signé un appel contre la nouvelle loi espagnole sur l'avortement, contre l'avis du groupe conservateur au Parlement, évoquant en substance *« une loi qui, si elle est adoptée, créera une situation où une fois de plus les femmes espagnoles se retrouveront face à deux choix : pour celles qui en ont les moyens, aller à l'étranger pour avoir un avortement sûr et légal ou se résoudre à avoir un avortement clandestin illégal avec un grand risque pour leur santé ».* On peut toujours espérer que le gouvernement espagnol tremble devant cet appel !

L'UE et le gaz de schiste « C'est vous qui voyez ! »

C'est beau l'Union européenne, grande forteresse des lobbies en tous genres… Concernant le gaz de schiste, la Commission européenne vient tout juste de trancher par un texte on ne pourrait difficilement plus courageux (!) : « *Chaque pays appliquera sa propre législation…* » Autrement dit, « *démerden sie sich* » ! Du coup, la Pologne est ravie, qui n'attendait que ce signal pour en commencer l'exploitation. Il faut dire que Varsovie a reçu le soutien de David Cameron qui a inscrit la question du gaz de schiste sur la liste des exigences anticentralistes formulées par le Royaume-Uni auprès de l'UE. Mais la Pologne est également allée chercher le soutien de la République tchèque, de la Slovaquie et de l'Estonie. Du coup, toutes les propositions d'ajouter de nouveaux règlements qui, en rendant plus sévères les contraintes environnementales, auraient été susceptibles de diminuer la rentabilité de l'extraction du gaz de schiste ont été rejetées. Les lobbyistes cachés derrière ne devraient pas être bien durs à dénicher… Partout ailleurs, en Europe, les écologistes font pression et exigent un durcissement du dispositif. La France a même obtenu un moratoire, tandis qu'en Roumanie le gouvernement est obligé de faire face à une forte vague de contestation. Tout cela n'empêche nullement les industriels polonais et leurs alliés de se lécher les babines, expliquant à qui veulent les entendre qu'il est possible d'exploiter les gaz de schiste tout en protégeant l'environnement… Il y a, hélas, fort à parier que cette porte ouverte à un nouveau centre de profit énergétique risque de faire bien des émules. Par ce type de recul et de courage politique, qui peut encore nous faire croire que l'UE sert à quelque chose d'autre que défendre les intérêts des jongleurs de capitaux ?

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

À propos des récents événements en Ukraine

À l'heure actuelle a lieu en Ukraine un véritable bras de fer pour le pouvoir. De nombreux membres de la classe ouvrière, dont les intérêts ne sont défendus ni par l'État ni par le capital, souvent en situation matérielle dramatique, ont pris part aux récents événements dans l'espoir de changements et d'un avenir moins incertain. Contre un système injuste et oppressif, les réactions saines et naturelles sont la lutte, la protestation et la grève. Notre soutien va aux travailleurs, contre tous ceux qui les exploitent, les gouvernent et les manipulent, administrant et contrôlant les aspects essentiels de leur vie.

Pourtant, difficile de ne pas remarquer que ces derniers événements s'accompagnent de luttes d'influence entre différentes factions composées de bourgeois, dirigeants et dirigeants potentiels, qui n'apporteront rien de bon, si ce n'est une redistribution, au sein des mêmes cliques, des cartes politiques et des privilèges.

Nous condamnons la répression et l'usage de la violence, que ce soit par les agents de l'État ou par les brutes chargées par certains de défendre leurs intérêts personnels.

Pour complexe que soit ce conflit, nous nous refusons bien évidemment à défendre les intérêts du pouvoir dominant. Nous nous opposons autant au régime répressif de Ianoukovitch qu'à l'« opposition » principalement composée de partisans pro-Europe enthousiastes et prompts à croire aux contes des néolibéraux, de nationalistes ainsi que de groupes fascistes.

Les gouvernements des pays de l'Union européenne sont potentiellement aussi autoritaires que celui de Ianoukovitch. Certains Ukrainiens voient dans l'Union européenne une « solution » possible à leurs problèmes : les travailleurs de tous les pays européens savent bien que celle-ci ne garantit en rien de meilleures conditions de vie. Bien au contraire.

Ce qu'il faut, c'est un mouvement qui s'attaquera en même temps aux deux principales causes de la misère et de la répression : l'État et le capital. Nous appelons tous les travailleurs et organisations libertaires d'Ukraine à ne pas se laisser manipuler ou instrumentaliser par les principales factions, à appeler à des rassemblements de masse, à inventer de nouveaux slogans et à lutter.

Vive la lutte, pour une révolution sociale et libertaire !

Association internationale des travailleurs

Varsovie, 26 janvier 2014.

Mexico : solidarité avec les prisonniers anarchistes

Aujourd'hui 12 janvier, nous avons pris connaissance de la sentence condamnant Mario González à cinq ans et neuf mois de prison. Nous n'avons pas le moindre doute : la justice ne viendra pas des tribunaux, elle ne viendra pas de ceux qui là-haut imposent leurs lois arbitraires et contradictoires.

Il est très clair que, derrière cette sentence contre Mario, se cache une sentence contre tous les compagnons et toutes les compagnes anarchistes, contre tous ceux et celles qui se mobilisent, qui dénoncent, qui s'organisent, qui se rebellent, qui ne se rendent pas… Avec l'attitude adoptée par la juge Marcela Ángeles Arrieta, ce sont non seulement les mouvements anarchistes qui sont visés mais aussi les mouvements étudiants et les jeunes. Cette criminalisation va à l'encontre du droit de manifestation, d'expression… Cette justice-là relève donc d'une totale imposture. La véritable justice viendra – c'est clair – de l'organisation de ceux et celles d'en bas, de la nôtre, elle viendra de la solidarité dont émergent la camaraderie, la cohérence et l'organisation collective.

Cette sentence est dirigée contre l'activisme politique de Mario depuis toujours. Ils n'ont pas trouvé d'autre solution que de l'accuser, sans preuves, mais sous le prétexte mensonger d'attaque à la paix publique. Or, « *l'offense à la société* » vient de toute la classe politique de là-haut et de son mauvais gouvernement, elle vient des tribunaux remplis d'injustice et de corruption. Mais cette classe politique qui, là-haut, se nettoie les mains très souvent pour occulter sa répression et son insolence, se trompe si elle croit étouffer la mobilisation solidaire avec Mario, qui se développe de jour en jour. Elle ne se rend pas compte que ce qu'elle est en train de faire, c'est d'élargir encore plus le soutien à Mario.

Partout émergent des preuves de solidarité, car sa condamnation renforce la rage, l'organisation et la solidarité, non seulement avec lui mais avec tous ceux et celles qui font l'objet d'humiliation et de mépris de la part de toutes les autorités. Aujourd'hui, nous élevons notre voix pour la libération immédiate de Mario González et celle de toutes et de tous les détenus du 2 octobre 2013 : José Alejandro Bautista Peña, Abraham Cortez Ávila, Víctor Efrén Espinoza Calixto, José Daniel Palacios Cruz, Ilia Daniel Infante Trejo, Miguel Adrián Gutiérrez, Salvador Reyes Martínez et Iribar Ibinarriaga Ramírez.

Nous exigeons également la libération immédiate de Carlos López Martin, de celle des deux compagnes canadiennes arrêtées le 5 janvier dernier à Mexico : Fallon Poisson et Amélie Pelletier, accusées de dégâts matériels, sabotage, délinquance en bande organisée et terrorisme. Les compagnons et compagnes sont tous et toutes anarchistes.

Nous sommes également au courant des arrestations de Luis Fernando Bárcenas Castillo arrêté le 13 janvier avec deux mineurs, entre eux, Isabel de la Madrid Flores.

Pour eux tous et toutes nous exigeons la liberté !!!

Sachez qu'ici en bas, quand la rage inonde notre cœur, nous ne nous fatiguons pas, nous ne nous rendons pas !

La lutte continue ! Nous sommes là !

Les Trois Passants (Libérons-Les !) France Collectif Digne Rage de Lille ; France Plataforma de solidaridad con Chiapas y Guatemala de Madrid ; International des Fédérations anarchistes Fédération anarchiste (France, Suisse, Belgique) ; Confederación General del Trabajo Estado Español ; Confédération nationale du travail France ; Acción social Sindical Internacionalista, Gruppe Basta, Münster, Allemagne ; Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, France ; Centro de Documentación sobre Zapatismo Estado Español

Encore l'Espagne, toujours l'avortement

« Les intérêts du patron et ceux de l'ouvrier sont opposés, incompatibles, alors que ceux de l'homme et de la femme – qui sont les intérêts de l'humanité, ceux de l'espèce – sont complémentaires, ou, pour dire mieux, ne font qu'un. Des intérêts de sexes, incompatibles en tout point avec la conception anarchiste de la vie, peuvent seulement exister dans l'absurde système actuel. »

Lucia Sanchez Saornil,
***Solidaridad Obrera*,**
8 novembre 1935.

Rosine Pélagie

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

La polémique autour du projet de réforme de la loi sur l'avortement s'amplifie en Espagne. Nous vous en avons déjà abondamment parlé dans les colonnes[1] du *Monde libertaire*, et nous continuons de le faire pour le dénoncer, car ce projet de la droite espagnole est relayé par les secteurs les plus réactionnaires des autres pays de l'Union européenne, dont le nôtre. Nous avons pu nous en rendre compte, notamment à Paris le 19 janvier dernier[2], où l'on a vu descendre dans la rue tout ce que le pays compte de raclures réactionnaires, en gros les mêmes organisations et groupes extrémistes de droite qui composaient les cortèges de la Manif pour tous. À noter quand même qu'au gouvernement Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, s'est émue de voir « *ce retour en arrière de l'Espagne* » et a contacté Ana Mato ministre de la Santé (en Espagne) pour lui exprimer son inquiétude devant ce recul des droits et libertés des femmes. La presse conservatrice espagnole (comme ABC qui voudrait une loi anti-IVG encore plus dure) s'est immédiatement indignée devant cette « *intrusion intolérable de la France dans la politique d'un autre pays* », allant jusqu'à interpeller François Hollande pour qu'il désavoue la porte-parole de son gouvernement.

Le ministère de l'éducation entre en action

Au-delà des Pyrénées, l'offensive anti-IVG du Parti populaire au pouvoir s'est « enrichie » d'une nouvelle initiative venue cette fois du gouvernement autonome d'Aragon, et plus précisément de son ministère de

l'Éducation qui sur la page Web de son site lance le concours suivant : il s'agit de réaliser des courts-métrages à thématique pour le moins orientée idéologiquement. Données de base de ce concours : les participants devront développer dans leurs films des arguments favorables à « *la défense de la vie des non-nés* » et présenter dans ce but une « *vision belle de la femme qui devant une grossesse non désirée opte finalement pour la vie* ». Ils devront aussi « *faire ressortir le rôle important de l'homme dans ce genre de situation, car il est la personne indispensable et complémentaire de la femme* ».

Le concours s'adresse à des élèves âgés de 14 à 18 ans ; il a été concocté et se tiendra sous l'égide de deux associations « pro vie » : la Ligne d'attention (portée) à la femme et la Fondation Adoption Vivre en famille[3]. L'annonce de ce concours sur un site institutionnel en pleine polémique concernant la loi sur l'IVG a évidemment (et heureusement) soulevé les protestations de toute l'opposition (partis de gauche, organisations féministes, sans oublier évidemment nos camarades anarcho-syndicalistes de la CNT et de la CGT espagnoles), ce à quoi une porte-parole du gouvernement d'Aragon a rétorqué le plus sérieusement du monde qu'on ne peut « *limiter la liberté de quiconque désirant annoncer un concours sur le site du ministère de l'Éducation, dans la mesure où l'annonce ne comporte rien d'illégal et ne fasse pas l'apologie du terrorisme* ». Et de préciser que cette annonce de concours a été sélectionnée car s'inscrivant dans la pratique de l'audiovisuel et qu'il est donc « *hors de question de la retirer du site du ministère de l'Éducation* ».

Le gouvernement d'Aragon passe la deuxième couche

Et pour mieux enfoncer le clou, Luisa Fernanda Rudi, présidente du gouvernement d'Aragon, et accessoirement membre du Parti populaire (le mal nommé) au pouvoir, a déclaré dans le journal *ABC* (monarchiste/conservateur – excusez le pléonasme) : « *L'avortement n'est pas un droit de la femme* » ; dont acte. Pour que les choses soient bien claires il est également annoncé que seront récompensés par 500 et 200 euros les deux premiers lauréats qui auront su souligner que « *chaque vie est digne d'être respectée, y compris celle du fœtus* ». Et pour ceux qui n'auraient pas encore bien compris, d'ajouter : « *L'homme doit protéger la femme qui (en cas de grossesse non désirée) n'a pas de capacité de décision.* » Bref, après la femme-femme puis la femme-mère, nous en arrivons enfin à la femme-enfant pour ne pas dire décervelée !

Le ministre de la justice passe la troisième couche

En Aragon, la Plate-Forme pour la défense de l'école publique ainsi que l'Assemblée féministe de Saragosse ont bien entendu dénoncé le contenu de ce concours qu'elles qualifient de propagande idéologique de la droite au pouvoir et de l'Église catholique qui tente de reconquérir le terrain perdu depuis la fin du franquisme. Son relais au gouvernement central de Madrid, le ministre de la Justice Gallardón, déclare, lui, qu'« *il n'y a aucun traité international qui reconnaisse l'avortement comme étant un droit* ». Et il ne manque pas non plus de rappeler à tous ceux qui s'opposeraient dans la rue à sa réforme de la loi sur l'IVG que son autre nouvelle loi sur la « *sécurité citoyenne* » prévoit des amendes pouvant aller jusqu'à 30 000 euros pour le simple fait de s'encapuchonner dans une manifestation, de refuser de décliner son identité, de brandir des pancartes ou des banderoles anti-Espagne, de publier sur le net des photos ou vidéos montrant des policiers « en action »[4]. Pour compléter l'arsenal répressif à la disposition des forces de l'ordre, celles-ci sont dotées désormais de camions antiémeute aspergeant les manifestants de liquide coloré, afin de les repérer et de les appréhender plus facilement ; comme quoi, quand il s'agit de défendre ses intérêts, crise ou pas crise, le gouvernement sait trouver de l'argent (celui du contribuable) pour équiper sa flicaille.

Après avoir asséné quelques contre-vérités, comme une supposée augmentation du nombre d'avortements (alors qu'au contraire ceux-ci ont diminué en 2012 de 5 % par rapport à 2011), après avoir insisté sur l'impact bénéfique pour l'économie espagnole du projet de suppression des IVG pratiquées dans les hôpitaux publics (et donc de leur remboursement), Alberto Ruiz Gallardón s'est fendu aux Cortes[5] d'une nouvelle « saillie » à l'adresse des socialistes – et de tous les opposants à son projet anti-IVG – : « *Qui me dit que ne pas reconnaître le droit à la vie du fœtus ne risque pas de conduire à ne pas reconnaître non plus ce droit à des nouveau-nés ?* », et d'ajouter que sa réforme donne la parole aux non-nés. Et s'adressant à la gauche : « *De la même façon que vous avez combattu l'esclavagisme, vous devriez appuyer un texte qui donne des droits à ces embryons sans défense.* » Pour lui, les thèses en faveur du droit à l'avortement sont aujourd'hui dépassées, en Espagne comme ailleurs en Europe. Gare à nous, donc ! Heureusement la riposte s'organise et les rassemblements et manifestations de femmes se multiplient dans la rue et souvent devant les églises : « *Ôtez vos rosaires de nos ovaires* », « *Avortement oui, avortement non, c'est moi qui décide* », « *Le sexe quand je veux, la maternité quand je le décide* », « *C'est nous qui accouchons, c'est nous qui décidons* », etc.

Organiser la riposte

La plate-forme féministe Décider nous rend libres a symboliquement remis une demande d'asile politique à l'ambassade de France à Madrid. La protestation dans la rue est évidemment une nécessité urgente, étant donné que le Parti populaire a la majorité absolue aux Cortes et que donc le vote de son projet de loi (vers le mois de juin) ne sera qu'une formalité. Et on en connaît les conséquences : pour celles qui en ont les moyens financiers, possibilité d'avorter à l'étranger pour environ 7 000 euros ; pour les autres femmes, retour aux avortements clandestins dans les conditions les plus sinistres. Une fois de plus on constate que toute loi qui à un moment donné va dans le sens de notre émancipation peut être remise en question et rayée d'un trait de plume par une autre loi. Seuls nos combats et notre vigilance peuvent imposer notre volonté ; c'est encore et toujours une question de rapport de force. Et n'oublions pas que ces combats ne sont pas moins importants que ceux que nous menons aussi pour notre émancipation en tant que travailleuses ; ils s'imbriquent parfaitement dans la lutte des classes. Pour paraphraser ce cher Bakounine, l'émancipation des femmes dans une société bourgeoise serait un privilège (et nous voulons supprimer les privilèges), mais l'émancipation des travailleurs dans une société libertaire sans libération de la femme serait une injustice. Les deux vont de pair, et c'est ce que nous devons rappeler partout, seules ou avec l'aide de nos compagnons les plus conscients. Le 1er février, les rues de Madrid étaient envahies par des dizaines de milliers de manifestants, femmes et hommes mêlés, criant leur opposition à ce projet de nouvelle loi. Des organisations féministes des Asturies avaient même affrété un train — *Le train de la liberté* — pour rejoindre le cortège madrilène. À travers l'Europe, d'autres manifestations de protestation se sont aussi déroulées, comme à Paris et ailleurs en France. Ultime provocation de Gallardón qui maintient son projet : « *Pas un cri, pas une insulte ne me feront reculer.* » À nous de lui rappeler une fois pour toutes que l'avortement n'est ni une obligation ni un délit, mais un droit, et qu'ici comme ailleurs notre corps est à nous. C'est pourquoi les rassemblements se multiplieront tant que ce projet de loi scélérate ne sera pas retiré (avorté, en somme). Plus que jamais le combat continue !

R.P.

---

1. Rosine Pélagie, « Le national-catholicisme est de retour », *Le Monde libertaire*, n° 1727.
Hélène, « On veut choisir, en Espagne comme ailleurs », *Le Monde libertaire*, n° 1730.
Articles consultables sur le site : « http://www.monde-libertaire.fr »
2. Regard Noir, « Contre-rassemblement antisexiste », *Le Monde libertaire*, n° 1730.
3. Traduit de l'espagnol : *Línea de atención a la mujer*, et *Fundación adopción vivir en familia*.
4. Ramòn Pino, « Injurions les hirondelles », *Le Monde libertaire*, n° 1724.
5. Parlement espagnol.

Disparition des communes

Centre-ville de Chamonix (Haute-Savoie).

Justhom

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

La disparition programmée des communes, des départements et d'un certain nombre de régions figurait déjà, en filigrane dans un rapport d'Olivier Guichard, qui date du 18 novembre 1986.

Le territoire français est constitué de 36 568 communes, de 101 départements et de 26 régions dont 22 en métropole. Cet héritage est insupportable et constitue un danger pour les politicards, sur les plans national et européen. C'est pourquoi l'État et les gouvernements successifs aux ordres de Bruxelles s'emploient à faire disparaître ce qui fait l'originalité de la France, la particularité de ce maillage.

Il est constitué de :

31 590 communes de moins de 2 000 habitants dont plus de 10 000 ont moins de 209 habitants ;

4 087 communes qui ont entre 2 000 et 10 000 habitants ;

777 communes qui ont entre 10 000 et 50 000 habitants ;

103 communes qui ont entre 50 000 et 200 000 habitants ;

11 communes qui ont plus de 200 000 habitants.

C'est ainsi que les 35 677 communes de moins de 10 000 habitants sont menacées de disparition à plus ou moins brève échéance.

Le dépeçage de notre système communal est engagé par les politicards de gauche comme de droite depuis le 31 décembre 1966, date à laquelle ont été créées les premières communautés urbaines (Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg.) Ensuite, se sont ajoutées : Brest, Cherbourg, Dunkerque, Le Creusot-Monceau-les-Mines, Le Mans, Alençon, Arras, Nancy, Nantes, Marseille, Toulouse et Nice.

Le lent processus de regroupement communal s'est accéléré à partir de la promulgation de la loi du 6 février 1992 qui autorisait la création de « *communautés de communes* ». Puis la procédure s'est emballée avec la loi du 12 juillet 1999 qui autorisait la création de « *communautés d'agglomérations* » et la loi du 16 décembre 2010 qui permet la création de « *pôles métropolitains* ».

C'est ainsi que la communauté urbaine de Nice s'est constituée en pôle métropolitain dès le 31 décembre 2011 dans le cadre de la loi de janvier 2010.

La loi du 20 décembre 2013 prévoit la création, par décret, de 13 métropoles pour les agglomérations de Toulouse, Lille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Rennes, Rouen, Grenoble, Montpellier et Brest, pour le 1er janvier 2015.

Les métropoles d' Aix-Marseille Provence et du Grand Paris soumises à un statut particulier seraient créées le 1er janvier 2016.

Quant à la métropole de Lyon, elle serait à partir du 1er janvier 2015 une collectivité territoriale à statut particulier qui remplacerait sur le territoire à la fois la communauté urbaine et le conseil général.

Certes, les dépeceurs avançaient jusqu'à ce jour plus ou moins masqués. Mais le discours du président de la République ce 14 janvier 2014 vient quelque peu éclairer, préciser et confirmer l'accélération du processus.

Quand le président parle de la création de treize métropoles compétitives aux niveaux européen et mondial, il dit également qu'il faut leur donner des compétences élargies ainsi que des moyens financiers renforcés. En fait, il va déshabiller les communes et supprimer les départements et un certain nombre de régions pour habiller les métropoles.

Les régions ne sont pas oubliées, les 26 régions, dont 22 en métropole. Leur nombre sera revu à la baisse, il n'en restera qu'une dizaine, mais elles seront dotées de nouvelles responsabilités empruntées aux compétences des conseils généraux. Déjà, les choses se mettent en place et se précisent, des fusions sont envisagées comme entre la Haute et la Basse-

Normandie et la région Picardie… Quant aux départements qui sont situés dans les grandes aires métropolitaines, ils devront redéfinir leur avenir, pour ne pas dire disparaître. Dès 2015, la métropole de Lyon servira de test, puis celle d'Aix-Marseille Provence ainsi que le Grand Paris en 2016,viendront compléter l'expérimentation.

Toutes ces mesures annoncées figurent en filigrane dans un rapport de la commission de réflexion sur l'aménagement du territoire, dans le cadre d'une dimension européenne, daté du 18 novembre 1986 et présidée par Olivier Guichard.

Dans le langage politicien et social libéral, le mot décentralisation veut dire centralisation. Cette centralisation de tous les pouvoirs se fait dans le cadre d'une Europe entièrement soumise au grand patronat et à la finance: Banque centrale européenne, Banque mondiale et FMI (Fonds monétaire international).

D'ailleurs «*le pacte de responsabilité*» proposé par le très libéral Hollande en est la pleine illustration et il a reçu l'accord de quatre syndicats (CGT, CFDT, FSU et l' UNA), sous la réserve que figure dans ce pacte «*la conditionnalité*» de la création d'emplois «*durables*», encore un mot à la mode!

On peut constater que l'Europe sociale est aux antipodes de leurs préoccupations. Et ce n'est pas avec de tels représentants politiques et syndicaux qu'elle verra le jour. D'où l'importance pour les travailleurs européens de s'organiser indépendamment de tous ces vendeurs d'orviétan.

L'intérêt politique pour les dépeceurs

Le dépeçage passe en priorité par l'intégration des communes; elles sont un obstacle car elles représentent 36 568 pouvoirs (petits, moyens et grands), il faut donc s'assurer de la soumission des élus communaux. Apparemment, cela semble être fait et voilà pourquoi le dépeçage entre dans une phase très active. Il est en train de se faire au pas de charge. Il s'agit de regrouper l'ensemble des communes, des communautés de communes, d'agglomérations et urbaines sous la bannière des pôles métropolitains et de créer des mastodontes qui pourront regrouper, 2, 3 5 millions, voire plus d'habitants. Certes, officiellement, les dépeceurs ne suppriment pas les communes puisqu'ils organisent régulièrement des «*manipulations*» (élections municipales) qui permettent à des politiciens d'usurper le pouvoir et qui aujourd'hui plus que jamais ne servent plus à rien dire, si ce n'est à élire des «*pantins*» pour donner l'illusion que nous sommes en démocratie.

Concrètement, les communes seront vidées de leurs substances, elles n'auront plus les moyens d'agir sur le quotidien au niveau local, communal, sans avoir l'accord du président/autocrate du pôle métropolitain. Pour faire accepter la fusion des communes, l'État et le gouvernement mettent une pression politique implacable (l'esprit de parti aide bien) mais aussi financière, par exemple en matière de

Basilique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

dotation globale de fonctionnement. L'État versera aux petites communes et aux communes rurales 64 euros par habitant et aux communes urbaines 130 euros. Alors que ce sont les petites communes et les communes rurales qui ont le plus besoin de cette dotation, car les finances de ces communes sont grevées par des dépenses quasiment incontournables telles que l'entretien des voiries, les transports, la réhabilitation de bâtiments communaux, le maintien des services publics (écoles, poste…), les transports scolaires et plus récemment les nouveaux rythmes scolaires… Il s'agit d'amener les petits potentats locaux, ceux qui sont censés être au plus près des populations, à accepter sans rechigner le diktat de leurs suzerains. En contrepartie, ils se verront octroyer des postes de vice-président ou de président de commission quelconque… avec la rémunération qui va avec et nettement supérieure à celle d'un maire ou d'un adjoint d'une petite commune, voire d'une commune moyenne (10 000 habitants). Encore une fois, ce sont les populations qui feront les frais de ce recentrage politique. L'institutionnalisation des pôles métropolitains va éloigner les centres décisionnels des citoyens.

Les maires et autres conseillers, une fois élus, n'en faisaient déjà qu'à leur guise, sans consulter ni rendre de comptes aux populations ; avec ce fonctionnement autocratique, les pseudo-représentants des populations, nommés ou désignés, pourront abuser, imposer leurs décisions sans aucun contrôle, sans limite et sans risque.

Certes, nous les anarchistes nous avons toujours dit que les élus ne servent à rien, sinon à être au service des intérêts du grand capital et du patronat. En passant, ils n'oublient pas leurs propres intérêts financiers et peuvent assouvir leur soif de pouvoir et d'autoritarisme. Ils s'octroient à eux-mêmes, aux membres de leurs familles et à leurs amis des avantages non négligeables (voiture de fonction, chauffeur, appartements, emplois…). Ils usurpent leurs fonctions en prétendant que ,lorsqu'ils sont élus, ils sont au service de «*toute*» la population (*sic!*). Ils vont même jusqu'à affirmer que la fonction d'élu est une profession, un métier. Ce qui est absolument faux car s'occuper de la chose publique relève du bénévolat, donc il n'est pas question de rémunération si ce n'est des remboursements pour des frais de représentation et de déplacement.

Mais ce qui se trame dans les coulisses du pouvoir est autrement plus dangereux, foncièrement antidémocratique et ressemble fort à de multiples coups d'État, car les suzerains et tous leurs vassaux qui occupent et occuperont des fonctions au sein des pôles métropolitains sont et seront nommés ou désignés par leurs pairs. En fait, les faquins continueront de garder l'appellation «*commune*» et d'organiser des élections municipales tandis que les maires et les conseillers municipaux ne décideront plus rien; ce sont les présidents des communautés de communes ou des communautés d'agglomérations et, demain, des pôles métropolitains qui détiendront tous les pouvoirs.

Les communes deviennent des coquilles vides.

Il faut en profiter car la nature a horreur du vide, les citoyens doivent donc impérativement saisir l'occasion de prendre possession de leurs lieux de vie. Ainsi, ils feront l'apprentissage de l'autogestion en permettant à tous les membres qui habitent la commune d'être partie prenante de la vie sociale et de l'organisation de la société. Ils donneront un véritable sens à la parole collective, ils développeront l'esprit critique, l'esprit d'initiative, le goût de la liberté, des responsabilités à l'égard d'eux-mêmes et du collectif. Ils pourront s'appuyer sur l'important maillage associatif, sur les réseaux d'échanges existants comme les SEL (système d'échange local), les garages associatifs (voitures et vélos, couture et maraîchage), sur les structures qui pratiquent déjà une certaine forme d'autogestion comme les SCOP (société coopérative ouvrière de production), les Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne).

Ainsi, les intermédiaires, les profiteurs, les suceurs de sang, la vermine politicarde et patronale seront éliminés. Alors, ils pourront entamer la construction d'une société sans intermédiaire et sans dirigeant. En faisant des communes, du secteur associatif et coopératif, des groupements sociaux, des syndicats et des collectifs culturels, économiques les éléments de base de la société autogestionnaire, libertaire et fédéraliste.

Ils se donneront les moyens de mettre définitivement un terme aux activités des nuisibles qui pullulent dans les structures étatiques et les parlements mais aussi dans les structures municipales, départementales, régionales et administratives.

J.

Chronique d'un sexisme ordinaire

A.

A. A UNE VINGTAINE D'ANNÉES. Elle travaille pour une maison d'édition. Elle a des amis et un petit ami. Elle est intégrée à la société. Elle nous a confié le récit d'une de ses journées de vie.

8 heures. Réveil en fanfare !

Dur le matin. Le réveil sonne. Comme j'aimerais me rendormir. Mais, bon, allez, hop ! Allumage de la radio. La voix de Patrick Cohen est la seule que je supporte le matin. Café, douche, s'habiller. Oui, mais comment m'habiller ? Trouver le compromis entre la tenue confortable et la tenue élégante. Si je me ramène au travail en sweat-jean-basckets, je sens que la direction va râler. Bon, allez, optons pour une jupe noire, un chemisier noir et un cardigan beige. Du classique. Pas trop courte, la jupe, par contre. Je n'ai aucune envie d'avoir les regards qui louchent toute la journée, ni même des compliments sur mes charmes. Bon, les chaussures. Des talons ? Pas pratique. Comme je suis tenue d'avoir une tenue correcte j'opte pour des bottines, ça fera l'affaire.

9 h 30. Arrivé au bureau.

Trente secondes. C'est le temps qu'il aura fallu pour avoir des commentaires sur mon apparence physique ce matin.

– Salut A. ! Tu es joliment habillée ce matin. Par contre, tu devrais penser au maquillage, tu as des cernes…

– Je t'emmerde. Est-ce que je te dis moi que tes cheveux sont gras et que tu pues le tabac ?

–…

– Non ?

–…

– Pourquoi ? Parce que je m'en tamponne le coquillard. Donc, la prochaine fois que ce type de réflexion te viendra à l'esprit, tu les garderas pour toi, ça t'évitera de me fatiguer.

Bon, en réalité, je n'ai pas répondu ça. Je l'ai pensé très fort, mais je n'ai pas osé.

En réalité la conversation ressemblait plus à :

– Salut A. ! Tu es joliment habillée ce matin. Par contre, tu devrais penser au maquillage, tu as des cernes…

– Oui, je sais. J'ai travaillé jusqu'à tard, hier. Mais je ne pensais pas que ça se voyait autant. Je vais voir ça aux toilettes.

Minable, hein…

10 heures. Café.

Après être allée me remaquiller, je m'installe confortablement devant mon ordinateur et commence la correction de l'ouvrage qui m'a été confié. Le téléphone sonne.

– Bonjour A., je t'appelle pour te prévenir qu'il y a une réunion à 11 heures.

– Merci de me le dire !

– Au fait, tu serais pas enceinte ?

– Non, pourquoi ?

– Comme tu as pris des seins ces derniers temps…

– Non, et regarde-moi dans les yeux quand tu me parles.

Sans commentaire.

11 heures. Réunion de service.

Pour saluer mes collègues, je tends la main. On me la sert jusqu'au classique :

– Allez ! À toi, je fais la bise.

Problème de compréhension ? J'avais la main tendue, pourtant. Mais, bon, je ne vais pas faire de réflexion, il ne devait pas avoir de mauvaises pensées derrière, juste des habitudes… Pourtant, je me sens mal. Je ne comprends pas.

12 heures. Fin de réunion, direction la photocopieuse.

Après avoir écouté les palabres du patron pendant une heure, je me décide à photocopier les vœux de remerciements à l'attention des clients. Plus de papier. Ni une ni deux, direction les stocks ! Un nouveau responsable que je ne connais pas se tient derrière son bureau.

– Je peux vous aider ? Au fait, c'est madame ou mademoiselle ?

– C'est madame.

– Pardon, je n'avais pas vu votre alliance

– Je n'en ai pas.

– Ah…

Bon, ce n'est rien. Et puis, je l'ai agressé quand même… Il ne pouvait pas deviner. Prise de culpabilité, je lui fais un grand sourire et continue ma demande.

– Je voudrais deux rames de papier blanc A4 s'il vous plaît.

– Attention ! C'est lourd ! Vous voulez que je demande à un collègue de vous aidez ?

– Non, merci, je devrais pouvoir y arriver.

Je repars alors les bras chargés, exposant mon sourire comme une protection.

13 h 30. Pause déjeuner.

J'ai faiiiiiiiiim. Je décide de prendre ma pause et vais dans la salle de repos. Enfin un moment de tranquillité. J'entends alors parler deux collègues.

– Tu en penses quoi de l'introduction de l'étude de la théorie du genre à l'école, toi ?

– Ne m'en parles pas ! Je suis choqué !

Je tends alors un peu plus l'oreille et me concentre sur leur conversation.

– Je n'ai pas envie que l'on apprenne à ma fille qu'elle est un garçon comme les autres. Tu te rends compte ? On a décidé de nier des réalités biologiques.

Je me retiens de rentrer dans le débat. Pas la force d'expliquer que le genre n'est pas une théorie, mais l'analyse d'une construction sociale et que les études sur le genre ne seront pas enseignées, mais « juste » les principes d'égalité homme-femme. Passons…

16 heures. Déclaration d'impôt.

Profitant d'une pause, je décide de faire ma déclaration d'impôt. Mon copain, compagnon, petit ami (donnez-lui le nom que vous souhaiterez) et moi avons décidé de nous pacser l'année dernière pour une question fiscale. Je m'attelle donc à la tâche et me connecte sur mon espace personnel. À « situation personnelle », je déclare le Pacs, communique les identifiants de mon copain et là, bim ! Inversion. Je passe du « vous » classique au rôle de « conjointe » et le « vous » désigne désormais mon « conjoint ». Furieuse, j'envoie un courriel à mon centre d'imposition pour demander un rectificatif des désignations. (Au moment de la rédaction de l'article je n'ai toujours pas eu de réponse…)

19 heures. Verre(s) entre copines.

Refuge. Après les inepties de la journée, je me dis : enfin un moment entre filles, que je vais pouvoir baisser mes défenses. Que nenni, ça serait oublier comment les codes du sexisme sont assimilés par les hommes, mais aussi par les femmes. J'en veux pour preuve la conversation avec mon amie M.

– Alors, quoi de neuf M. ? Tu en es où avec C. ?

– Arf, ce n'est pas trop la joie en ce moment. Il vient de perdre son travail…

– Il s'est passé quoi ?

– Licenciement économique.

– Avec l'expérience qu'il a, il retrouvera sans doute rapidement du travail !

– Oui, ça, je n'en doute pas. Non, ce qui est gênant, c'est que, du coup, en attendant qu'il touche le chômage, c'est moi qui dois tout régler. Les factures, le loyer, etc. Je comprends que ça soit gênant pour lui d'être dépendant d'une femme…

– Hein ? Qu'entends-je ? D'être dépendant d'une femme. Que ça gêne C. d'être dépendant, je peux comprendre. Mais que le problème soit d'être dépendant d'une femme ? Pour ne pas fâcher mon amie, j'essaie de lui faire remarquer en douceur le souci dans ses propos.

– Tu sais M., C. n'a pas à se sentir mal. Et même si c'est le cas, tu n'as en aucun cas à avoir honte de gagner ta vie.

– De toute façon, tu ne peux pas comprendre. Tu ne vis même pas avec ton mec. Ce sont des problèmes qui te dépassent.

OK. Oui, j'ai fait le choix de ne pas vivre avec lui, et alors ? C'est un choix posé et réfléchi, fait à deux, et ça fonctionne très bien comme ça. Mais de quoi je me mêle !

20 h 30. Défoulement.

Bon, je suis chez moi. Je décide de me changer les idées et d'évacuer en jouant aux jeux vidéo. Grossière erreur ! À peine connectée sur le serveur que les messages entre joueurs m'exaspèrent : *« Tu joues comme une fille ! »* ; *« C'était petit ça, comme ta bite ! »* ; *« Non mais regarde-moi cette tapette ! »*. Heureusement que je n'ai pas ces crétins IRL (*In Real Life* – dans la vie réelle). (Et, encore, ce n'est rien ! Je ne préfère pas aborder les salons ou les messages intrinsèques à certains jeux.) Après avoir étanché ma soif de sang, je coupe l'ordinateur. Question défoulement, c'est réussi, mais pour ce qui était de se vider la tête…

23 heures. Foutez-moi la paix.

Énervée, dépité, exaspérée. Je me mets au lit. Mon copain essaie de m'appeler. Je ne réponds pas et lui envoie un SMS pour lui dire que, là, je veux juste être tranquille et ne pas avoir de contact avec la civilisation.

Mais qu'on me foute la paix ! Je repense à ma journée. Du lever au coucher, ça n'a été qu'une avalanche de réflexions sexistes envers ma personne ou le genre féminin. Déjà que je dois travailler tous les jours pour un patron histoire d'avoir de quoi vivre, il faut que je supporte en plus l'oppression contre mon genre.

Alors, oui, j'en ai marre, marre d'être sujette à un sexisme quotidien, marre de devoir me justifier deux fois plus car je suis une femme. Je ne veux pas faire une double journée de travail, voilà pourquoi j'ai choisi de ne pas vivre avec mon copain. Voilà pourquoi j'ai décidé de raconter une journée malheureusement assez banale de mon quotidien. Et j'espère que d'autres feront de même pour enfin ouvrir les yeux sur un sexisme « banal ». **A.**

Note de la rédaction : l'auteur de ce texte n'a pas souhaité signer de son nom, seulement de la lettre « A », et ce pour deux raisons qu'elle nous a présentées par courriel. Pour ne pas mettre mal à l'aise son entourage (encore une façon de prendre des gants) et pour qu'on puisse se mettre à sa place.

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Ni dieu, ni maître, ni mari

Un historique du premier groupe anarcha-féministe en Argentine

Traduction de l'article « No God, No Boss, No Husband : The world's first Anarcha-Feminist group » publié sur le site anarchiste britannique Libcom.org (http://libcom.org). La traduction a été réalisée en mai 2012 par une personne qui est entrée en relation avec le Collectif anarchiste de traduction et de scannerisation (CATS) de Caen (http://ablogm.com/cats).

Le premier groupe explicitement anarcha-féministe s'est créé dans la logique de l'expansion du mouvement anarchiste en Argentine au XIXe siècle. Il a publié le premier journal anarcha-féministe, *La Voz de la Mujer* (*La Voix de la Femme*). Malheureusement, l'anarcha-féminisme argentin a rarement été reconnu : au mieux, mentionné au passage, au pire ignoré ou oublié.

Il n'y a eu que neuf parutions de *La Voz de la Mujer*, du 8 janvier 1896 au 1er janvier 1897, à Buenos Aires. Parmi ses donateurs : le Groupe des vengeurs des femmes, Celui qui veut remplir un canon avec des têtes de bourgeois, Vive la dynamite, Vive l'amour libre, Un-e féminist-e, Un serpent femelle pour dévorer les bourgeois, Rempli de bière, Un homme qui est ami des femmes. Écrit essentiellement en espagnol avec quelques articles en italien, ce qui n'est pas surprenant, dans la mesure où l'anarcha-féminisme argentin est arrivé d'Espagne, et même en Italie, les articles féministes étaient en grande part écrits par des auteurs espagnols. Une autre version du journal a été publiée en province, à Rosario. Son éditrice était Virgina Bolten, la seule femme que l'on sache avoir été expulsée en 1902 au titre de la « *Ley de Residencia*[1] » des mouvements politiques. Une autre édition fut publiée à Montevideo, où Bolten avait été exilée. *La Voz de la Mujer* se définissait comme « *dédiée à l'avancement du communisme libertaire* ». Son thème central était la multiplicité des formes prises par l'oppression des femmes. Un des éditoriaux annonçait « *nous croyons que, dans la société d'aujourd'hui, rien ni personne n'est dans une situation plus pitoyable que les femmes pauvres* ». Elle disait que les femmes sont doublement oppressées : par la société bourgeoise et par les hommes. Son féminisme est visible dans ses attaques contre le mariage et le pouvoir des hommes sur les femmes. Ses auteurs, de même que les anarcha-féministes partout ailleurs, ont développé un concept axé sur l'oppression liée au genre. Le mariage était vu comme une institution bourgeoise qui limitait la liberté des femmes, y compris leur liberté sexuelle. Mariages sans amour, fidélité respectée plus par peur que par envie, oppression des femmes par des hommes qu'elles haïssaient, tout cela était considéré comme symptomatique des contraintes imposées par le contrat de mariage. C'était cette aliénation du libre arbitre de l'individu que les anarcha-féministes déploraient et voulaient faire disparaître, au début via l'idée de l'amour libre, puis, de manière plus réfléchie, par la révolution sociale.

La Voz de la Mujer était un journal écrit par des femmes pour les femmes, l'expression indépendante d'un courant ouvertement féministe dans le mouvement ouvrier sud-américain et a été l'une des premières manifestations connues de la fusion entre idées féministes et idéal révolutionnaire orienté mouvement ouvrier. De même que pour Emma Goldman, Louise Michel et Voltairine de Cleyre, ce courant différait du féminisme contemporain en se considérant comme un élément d'un mouvement de classe qui replaçait la lutte contre le patriarcat dans le cadre d'un combat plus large contre les hiérarchies et classes économiques et sociales. Il n'était pas tourné vers les femmes éduquées de la classe moyenne dont le féminisme était considéré comme « bourgeois » ou « réformiste ».

L'arnacha-féminisme est apparu à Buenos Aires dans les années 1890, alors que la croissance de l'économie augmentait la demande de main-d'œuvre, besoin satisfait par l'immigration à grande échelle. Les nationalités les plus importantes étaient italienne, puis espagnole et française. Le groupe qui produisait *La Voz de la Mujer* naquit et fut actif au sein de ces communautés d'immigrants. Comme ailleurs aux Amériques, l'anarchisme fut importé par les immigrants des pays européens dotés d'un fort mouvement anarchiste : Italie, Espagne et France. Les premiers groupes et publications anarchistes firent leur apparition en Argentine aux alentours de 1860-1870, et du fait des conditions sociales locales trouvèrent un terrain fertile pour leur croissance. Les anarchistes firent pleinement partie, comme leurs communautés immigrées, du mouvement ouvrier en Argentine, que ce soit au niveau de la réflexion ou des combats. Les anarchistes participèrent à la création de quelques-uns des premiers syndicats en organisant grèves et manifestations. Vers 1880-1890, il y eut jusqu'à vingt journaux anarchistes publiés en même temps, en français, espagnol et italien

La Voz de la Mujer est né après un demi-siècle d'activité anarchiste. Il appartenait à la tradition anarchacommuniste et visait au renversement de la société existante et à la création d'un nouvel ordre social, juste et égalitaire, basé sur le principe « *De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.* » De la même façon que dans d'autres pays, un courant féministe spécifique s'est développé, l'impulsion principale de l'anarcha-féminisme venant des activistes espagnols (quoique des exilés italiens tels que Enrico Malatesta et Pietro Gori aient soutenu les idées féministes dans leurs journaux et articles). En 1901, l'égalité de salaire pour les femmes était devenue une revendication soutenue par un nombre important de syndicats de la Fédération argentine des travailleurs. La position anti-réformiste militante de *La Voz de la Mujer* suscita une réponse des travailleuses dans les villes de Buenos Aires, La Plata et Rosario, d'autant plus que la publication dura une année avec un tirage entre 1 000 et 2 000 exemplaires, chiffres respectables à l'époque pour un journal anarchiste. Ses éditrices venaient des communautés italienne et espagnole et s'identifiaient avec les femmes de la classe ouvrière. Son originalité, par rapport aux autres journaux anarchistes, se trouvait dans la reconnaissance de la spécificité de l'oppression des femmes. Elle appelait les femmes à se mobiliser contre leur double soumission en tant que femmes et en tant que travailleuses.

Son premier éditorial fut un refus passionné du sort des femmes : « *Ras le bol de tant d'années de larmes et de tant de misère, marre de la corvée interminable du soin des enfants (bien que nous les aimions tant), marre de demander et de quémander, marre d'être un jouet pour des employeurs ignobles ou d'infects maris. Nous avons décidé d'élever la voix au-dessus du bruit de fond des discussions de la société et de demander, de réclamer notre part des plaisirs du banquet de la vie.* »

Sa publication donna lieu à une réponse mitigée de la communauté anarchiste, réponse allant du silence à l'hostilité en passant par les éloges. Un journal lui fit un accueil particulièrement chaleureux, annonçant qu'« *un groupe de militantes vient de dérouler le drapeau rouge de l'anarchie et veut publier un journal de propagande à l'attention de leurs camarades à la fois au travail et dans la misère. Nous souhaitons la bienvenue aux promotrices de ce projet et, en même temps, nous demandons à tous nos camarades de les soutenir.* » Ceci n'avait rien de surprenant, une grande partie de la presse anarchiste de l'époque étant ouverte aux revendications féministes. En Argentine, les années 1890 virent une augmentation de l'attention portée aux sujets liés à l'égalité des femmes et en particulier au mariage, à la prostitution et à la domination des femmes par les hommes. Quelques journaux publièrent même des séries d'articles consacrés à « la question féminine ».

Le journal d'expression italienne *La Question sociale*, fondé par Malatesta à son arrivée en Argentine en 1883, publia ainsi une série d'article « *dédiés spécifiquement à l'analyse des revendications des femmes* ». Le journal *Germinal*, créé en 1897, était particulièrement concerné par « *la problématique féminine* » et publia plusieurs articles sous l'intitulé « Féminisme » et défendait « *le caractère éminemment juste et révolutionnaire du féminisme* » en

opposition à l'accusation de n'être que l'invention de « *petites bourgeoises élégantes* ». La plus grande partie des articles féministes parus dans la presse anarchiste – mais pas tous – semble avoir été écrite par des femmes. Toutefois, face à cette sympathie manifeste pour le féminisme dans les rangs anarchistes, il y eut aussi, dans la pratique, une opposition virulente. Le premier numéro de *La Voz de la Mujer* semble avoir suscité de l'hostilité, car dans le deuxième numéro les éditrices attaquèrent de manière tranchée les schémas antiféministes fréquents chez les hommes du mouvement.

« *Quand nous, femmes, ignorantes et indignes d'intérêt que nous sommes, avons pris l'initiative de publier* La Voz de la Mujer, *nous aurions dû deviner comment vous, voyous modernes, alliez réagir à notre initiative, avec vos vieux raisonnements automatiques. Vous auriez dû comprendre que nous, stupides femmes, savons aussi faire preuve d'initiative et que celle-ci est le résultat d'une réflexion. Vous savez : il nous arrive aussi de penser… Quand le premier numéro de* La Voz de la Mujer *a été publié, ça a évidemment été de la folie : "Émanciper les femmes ? Pourquoi faire ?", "Émanciper les femmes ? Hors de question", "Laissez notre émancipation arriver en premier, et quand nous les hommes serons libres et émancipés, nous nous occuperons de vous."* »

Les éditrices conclurent que, au vu de cette attitude hostile, les femmes pouvaient difficilement compter sur les hommes pour mener le combat de l'égalité des femmes. Le même numéro contient un article intitulé « À l'attention de ceux qui dénaturent notre idéal », article dans lequel les hommes sont prévenus : « *Vous feriez mieux de comprendre, une fois pour toutes, que notre raison d'être ne peut être réduite à l'éducation de vos enfants et au lavage de vos vêtements et que nous avons nous aussi le droit à l'émancipation et à la libération de tout type de dépendance, qu'elle soit économique ou maritale.* » L'éditorial du troisième numéro mit en valeur le fait qu'elles n'attaquaient pas les camarades anarchistes mâles en général, mais seulement les « *faux anarchistes* » qui refusaient de défendre « *une des plus belles idées de l'anarchisme : l'émancipation des femmes* ».

La colère des éditrices était justifiée par le fait que l'anarchisme met en avant la liberté et l'égalité pour toute l'humanité, pas seulement pour les hommes. Les femmes étant oppressées par le système patriarcal, elles sont en droit, en tant que groupe opprimé, de demander l'aide des camarades anarchistes dans leur lutte pour l'émancipation. Pour certains anarchistes mâles, de telles revendications pouvaient être laissées de côté jusqu'« *après la révolution* », un point de vue que les éditrices de *La Voz de la Mujer* ont rejeté comme étant égocentrique. Comme on pouvait s'y attendre, l'anarchisme a pu intégrer la lutte contre le patriarcat, et cela plus facilement que d'autres courants socialistes, plus orientés vers l'exploitation économique. Dans la pratique, ce soutien théorique des idées féministes a souvent été associé avec le sexisme.

Il est facile de voir ce qui a attiré les féministes vers l'anarchisme et pourquoi elles se sont justement opposées à l'hypocrisie de certains hommes anarchistes. Ses idées maîtresses mettent en valeur la lutte contre l'autorité, y compris le pouvoir exercé sur les femmes dans le mariage et la famille. Tous les anarchistes devraient chercher à mettre leurs relations sous le signe de la liberté. L'accent que les anarchistes mettent sur l'oppression et les relations de pouvoir a créé une ouverture qui permet aux femmes d'être vues à la fois comme victimes d'une société de classes et de l'autorité masculine. Dans son quatrième numéro, *La Voz de la Mujer* le dit : « *Nous haïssons l'autorité parce que nous voulons vivre comme des êtres humains et non comme des automates dirigés par une volonté autre que la nôtre, que cette volonté vienne d'une autorité, de la religion ou quoi que ce soit d'autre.* »

Cet objectif peut être résumé par une de ses lectrices qui signa : « *Ni dieu, ni maître, ni mari* ».

---

1. Ley de Residencia (Loi de résidence) :
Le début du XXe siècle en Argentine est marqué par une forte agitation sociale. Les grèves massives, souvent violentes, se succèdent, entre autres sous l'impulsion de la Fédération ouvrière argentine (qui deviendra la Fédération ouvrière régionale argentine en 1904) de tendance anarchiste. Ces luttes atteignent un pic fin 1902, la grève est générale en novembre. Le pouvoir réagit par des mesures répressives (état de siège, fermetures des locaux syndicaux, interdiction de la presse ouvrière, arrestations de masse et déportation en Terre de Feu…). Le 22 novembre 1902 est votée en quelques heures la « Loi de résidence » qui permet au gouvernement d'expulser du pays, sous trois jours, tous les étrangers « perturbant l'ordre public ». Cette loi visant les agitateurs immigrés ne disposant pas de la nationalité argentine (un quart de la population de l'époque n'avait pas la nationalité et la classe ouvrière était composée à plus de 50 % d'étrangers) restera en vigueur durant des décennies. Elle aboutira à l'expulsion de milliers de subversifs.

Che Guevara était un Suisse

Les Suisses sont de dangereux révolutionnaires, prêts à renverser l'ordre établi. La preuve de cette assertion risquée tient en un mince volume appelé *La Résistance totale. Un manuel de guérilla à la portée de tous* (*Eine Kleinkriegsanleitung für Jedermann*), par H. Von Dach, major dans l'armée suisse de son état. Disponible en anglais sous le titre *Total Resistance, swiss army guide to guerilla warfare and underground operations*. Disponible légalement, d'autant que cette version américaine est présentée par le colonel Wendell Fertig, de l'armée américaine, et éditée par la bénigne Paladin Press, qui publie des titres aussi recommandés à la jeunesse que *Coups mortels de karaté* ou *Comment fabriquer un silencieux pour un.22 long rifle*. Sans parler des dix livres expliquant comment se forger des faux papiers et une nouvelle identité ou des dix autres dévoilant l'art de faire sauter serrures et cadenas. On aime son prochain et on respecte la loi, aux États-Unis.

Cet étonnant manuel, d'un sérieux tout suisse, fut écrit en 1958. En cette époque guère subtile, l'Occident tremblait. Les hordes bolchéviques, équipées de Kalachnikov atomiques et de femmes fatales irrésistibles (mais ayant lu *Coups mortels de karaté*), allaient envahir l'Europe ! La Suisse, patrie des banques aux coffres pleins d'or et aux bureaux pleins de sténodactylos irrésistibles (n'ayant jamais lu *Coups mortels de karaté*) tremblait, encore plus que d'autres. Patriote jusqu'au bout des ongles, le major von Dach se plongea donc dans l'étude des mémoires de divers guérilleros et guérillas, de Mao Zedong au maquis des Glières en passant par les diverses déculottées infligées à l'armée française (Espagne sous Napoléon, Vietnam sous la IV^e, etc.). Il en tira un manuel simple, exhaustif, bref, utile à la ménagère n'ayant pas envie d'être violée par les hordes bolchéviques.

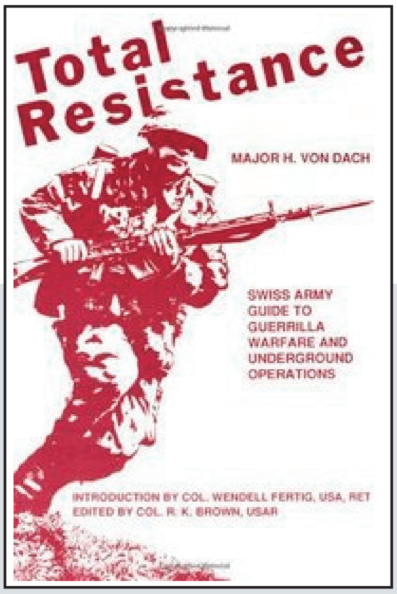
On y apprend des choses précieuses. Tenez, quelle quantité de munitions faut-il procurer à des guérilleros en embuscade ? Pas trop. Le guérillero regorgeant de cartouches reste longtemps, jusqu'à l'arrivée des grosses pièces ennemies. Le guérillero rationné tire ses coups puis se retire, sage et vivant. Quelle type de monnaie faut-il donner aux guérilleros ? Pff, facile : des médicaments sont bien plus précieux, bien plus légers, et bien moins compromettants que de l'or ou des gros billets. Comment se cacher lorsque la forêt où l'on campe est envahie par les troupes d'occupation ? En se glissant dans les trous qu'on y a préalablement creusés. Oui mais, comment savoir quand on peut sortir en toute sécurité des trous ? Grâce à l'homme le plus petit du groupe, qui sera resté en guetteur en haut d'un arbre très feuillu. On y apprend même, ce qui est rare dans un manuel militaire, des choses honnêtes. Par exemple : « *Choisissez vos chefs avec soin. Les guérilleros doivent respecter et accepter leur leader. En territoire occupé, aucune police militaire, aucun tribunal aux armées, aucun État ne va aider le chef d'un maquis à maintenir la discipline.* » Mieux :

« *Moyens utilisés par l'ennemi pour exploiter la jeunesse, incluant l'exploitation diabolique (sic), sans scrupules, de :*
1/Le désir juvénile d'action et d'aventure ;
2/La capacité à s'enthousiasmer pour des idées fausses ;
3/La capacité à se laisser facilement impressionner par des objets tels que drapeaux, uniformes, musique et images ;
4/Le développement encore réduit de l'esprit critique ;
5/Le fait que le jeune oublie vite et se remet plus vite encore ;
6/Le conflit de générations (la tension latente normale à l'encontre des générations plus âgées) ;
7/Les promesses d'un avenir meilleur ;
8/La coercition indirecte, ou directe, qui n'est utilisée qu'en dernier ressort. »

On voit que le major est un fin connaisseur des buts et des moyens du défunt service militaire français.

Le fait que le manuel du bon Suisse soit un tant soit peu daté (ah, tous ces conseils pour garantir le secret d'un raid en coupant d'abord les fils du téléphone…) ne provoque pas qu'un sourire d'amusement. À y bien réfléchir, on s'aperçoit que la majeure partie des techniques recommandées par ce professionnel compétent ne tiendrait pas longtemps dans un État moderne. En d'autres termes que l'avancement spectaculaire des technologies de communication et de surveillance rend douteuse la survie d'une Résistance analogue à celle des années quarante, en cas de ré-établissement d'une dictature directement brutale en France ou en Europe.

Nestor Potkine,
ravi d'enfin mettre le feu au lac



Major H. Von Dach, *Total Resistance : swiss army guide to guerilla warfare and underground operations*, Zentralsekretariat des Schweizerischen Unteroffiziersverbandes, 1966, 287 pages.

La vie est une lutte

« Même sans espoir, la lutte est encore un espoir. »

Romain Rolland

Le récit de Danielle Lesur, *Traître la vie*, a été publié à compte d'auteur chez Oportet Editores en 2013. Il est en projet de le faire rééditer.

Danielle Lesur, surnommée Dadou, s'adresse à sa petite fille. Pendant des mois, cette factrice a consigné dans un cahier d'écolier son histoire. Une vie de femme comme il y en a des milliers : née en 1955 dans une famille pauvre de quinze enfants, elle épouse un homme qui pendant sept ans s'ingéniera à lui faire vivre un enfer. Les coups et les humiliations pleuvent. Danielle résiste, refuse de baisser la tête, lutte de toutes ses forces contre un quotidien de violence et de misère sociale. Si elle reste avec son mari, devenu alcoolique, c'est avant tout de peur que celui-ci ne se venge sur leur fille en bas âge. Par peur de l'inconnu aussi : où irait-elle ? Parents, collègues, flics… tous regardent ailleurs, mi-innocents, mi-complices. Son amour-propre, bien malmené, lui enjoint de ne pas s'exposer à d'avantage d'humiliations. Dans le petit village normand où elle vit, le regard des autres n'a rien d'indulgent et la peur de ne pas être crue la taraude. « *Si son mari la frappe, la violente, s'il boit, c'est certainement qu'elle a une part de responsabilité. Vous savez, il n'y a jamais de fumée sans feu !* » écrit-elle en se souvenant de ces voix malveillantes.

Ces années sont racontées avec des mots simples. Danielle n'a pas la prétention de faire de la littérature mais de briser le silence et de témoigner. Les émotions sont intactes, dans toute leur complexité. L'amour, la peur et la haine se superposent.

D'après nos beaux principes, on n'a rien à attendre d'un salaud qui bat sa femme. Dans la vraie vie, c'est un peu plus compliqué que cela. Nous portons tous les tares de notre société, capitaliste, violente, patriarcale. Comment s'étonner que soumis à la misère, à l'abus d'alcool ou de drogue, le pire soit possible chez une personne ? Le meilleur est également possible. Danielle a lutté avec courage et dignité, faisant montre dans les plus durs moments d'un incroyable instinct de survie, comme cette nuit terrible où son mari la blesse à la jambre avec une carabine et où, serrant sa fille dans ses bras, elle s'enfuit dans la nuit.

Voici le récit de femme battue que l'on ne lit jamais. Une histoire qui ne se termine pas de manière tragique. Un jour se produit un véritable coup de théâtre. Sans sommation, elle brise une bouteille sur le crâne de son mari. Calmement, elle lui annonce que bientôt l'un des deux sera bientôt au cimetière et l'autre en prison. « *Ne me rate pas, car je te jure que moi, je ne te raterai pas.* » C'est la fin du cauchemar. Se produit chez Bernard une véritable prise de conscience : voir sa victime riposter, l'entendre affirmer que jamais elle ne baissera la tête vous pousse à réfléchir. Si les hommes se permettent de violenter les femmes, c'est parce qu'ils savent parfaitement qu'ils peuvent le faire en toute impunité. Si les femmes apprenaient à rendre coup pour coup, nul doute que les violences diminueraient de façon exponentielle. Belle leçon de féminisme.

Traître la vie est une déclaration d'amour. Bernard ne touchera plus une goutte d'alcool et pendant vingt ans sera le compagnon idéal. Vingt ans de bonheur pendant lesquels il fera tout pour se racheter. Et Danielle pardonnera, même si elle n'oubliera pas un seul jour de ces sept terribles années. Et la vie suit son cours : vacances en famille, projets… Une vie simple mais incroyablement riche. Même après la mort de Bernard, un véritable choc tant elle est soudaine, Dadou continue à avancer.

Dadou nous montre la première et essentielle étape de l'émancipation : se respecter et défendre son individualité. Son récit nous rappelle que si, pour certains d'entre nous, la vie est une lutte contre l'État, le capital… pour beaucoup (trop) de personnes, il s'agit de survivre, au jour le jour. Et que ce sont ces personnes, fortes et déterminées, ces survivants, qui feront la révolution sociale et libertaire.

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel

de la Fédération anarchiste

Appel à mobilisation contre le Front national à Rennes

À TOUTES les organisations politiques et syndicales, à tous les collectifs et toutes les associations du mouvement ouvrier, démocratique et d'émancipation.

Copie à tous les organes de presse et d'information.

Camarades, compagnes et compagnons.

Nous apprenons que le Front national tiendrait un meeting ce samedi 8 février, 20h30, salle de la Cité, à Rennes, dans le cadre du lancement de sa campagne ayant trait aux « élections municipales » à venir.

Il s'agit bien davantage que d'une provocation. C'est une honte et un affront pour nous tous et nos aînés. C'est une insulte à la mémoire de milliers de militantes et militants.

Cette salle, comme tout le monde le sait, est historiquement liée au mouvement ouvrier et démocratique de Rennes. Le fait qu'elle est incluse dans un projet d'aménagement – et à ce titre fut longuement fermée pour cause de travaux – ne retranche rien à cela.

Ainsi, les peintures seront à peine sèches que le Front national s'y réunirait ? Qui peut admettre cela sans être saisi par un immense sentiment de honte et de dégoût ? Le Front national dans la maison du peuple ? Qui peut l'accepter ?

Nous l'avons déjà vérifié par le passé, salle de la Cité : un appel le plus large et puissant possible en vue que des milliers de travailleurs et de citoyens, des milliers de jeunes se rassemblent pacifiquement autour de la salle et dans les espaces avoisinants, quelques heures avant cette funeste réunion, empêcherait que l'immonde ne s'y produise.

Notre appel, nous en sommes certains, fait écho à de nombreuses initiatives qui ne manquent sûrement pas de se produire, en ce moment même.

Oui, il faut que des milliers de travailleurs et de travailleuses, des milliers de citoyens et de démocrates, des milliers de jeunes se rassemblent, de manière pacifique et déterminée, samedi 8 février autour de la salle de la Cité, dans la rue Sain-Louis, la rue d'Échange et sur la place Sainte-Anne.

Pas de fachos dans la maison du peuple.

Recevez, camarades, compagnes et compagnons, nos salutations anarchistes.

Groupe La Sociale de la FA
réuni en assemblée générale, samedi 1er février

Bye, François Cavanna

« J'avais une grande écriture rapide et très régulière. […] Si je la laisse faire, ma main, elle tend à griffonner des signes minuscules, lilliputiens, quasi invisibles sur le papier. Ça, c'est les bons jours. Il y a les autres, les plus nombreux, où la rebelle refuse de tracer la moindre lettre identifiable, la salope. Jours de détresse. »

François Cavanna, *Lune de miel.*

VOILÀ. Putain de nécro à torcher. La corvée de la semaine. C'est bien la première fois que tu me fais pas rire. Alors, je vais remettre ce soir le pif dans *Les Aventures de Dieu* ou dans *Maria*, bon sang qu'elle était belle, et qu'elle chantait bien !

Te voilà parti, fils de prolo misérable chassé par le fascisme, élevé aux mamelles de l'école laïque et républicaine, passionné de lecture, de n'importe laquelle, devenu journaliste sublime, iconoclaste et provocateur, n'hésitant jamais à mettre ton cul à la fenêtre, mais pétri, ça va souvent avec, d'une infinie tendresse et d'une immense humanité. La connerie, ben elle fait ce qu'elle peut, la connerie. Toi, tu t'es moqué d'elle, mais jamais avec mépris. Même si tu t'en es toujours défendu, il y a toujours eu une petite place pour toi dans le cœur des libertaires. Journée de merde, tiens !

Allez, salut.

Émile Vanhecke

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 6 février

10:00 > 12:00 Chronique hebdo.

18:00 > 19:30 Si Vis Pacem. Paix au Proche-Orient, invité : UJFP.

20:30 > 22:30 Entre chiens et loups. Pour cette émission nous irons tous au violon ! Rassurez-vous, nous passerons entre les barreaux des portées musicales pour découvrir comment le jazz a su employer cet instrument si particulier.

Vendredi 7 février

09:30 > 11:00 For A Few Sixties More. La Savoie prend le pouvoir et envoie du reggae sur les pistes.

21:00 > 22:30 Les Amis d'Orwell. Emission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Samedi 8 février

11:30 > 13:30 Chronique syndicale.

13:30 > 15:30 Chroniques rebelles.

17:00 > 19:00 Bulles noires. BD et polar.

Dimanche 9 février

14:00 > 15:30 Tempête sur les planches. À la découverte d'Asja Srnec Todorovi, auteur croate, avec *Respire !*, une analyse nouvelle d'un monde envahi par la peur de l'homme face à sa fin, projetée ou possible.

Lundi 10 février

16:00 > 18:00 Trous noirs. « Big Brother is watching you », avec Rody, en procès pour refus de prélèvement ADN, et Jérome Thorel, auteur de *Attentifs ensemble ! L'injonction au bonheur sécuritaire*.

Mardi 11 février

19:30 > 20:30 Parole d'associations.

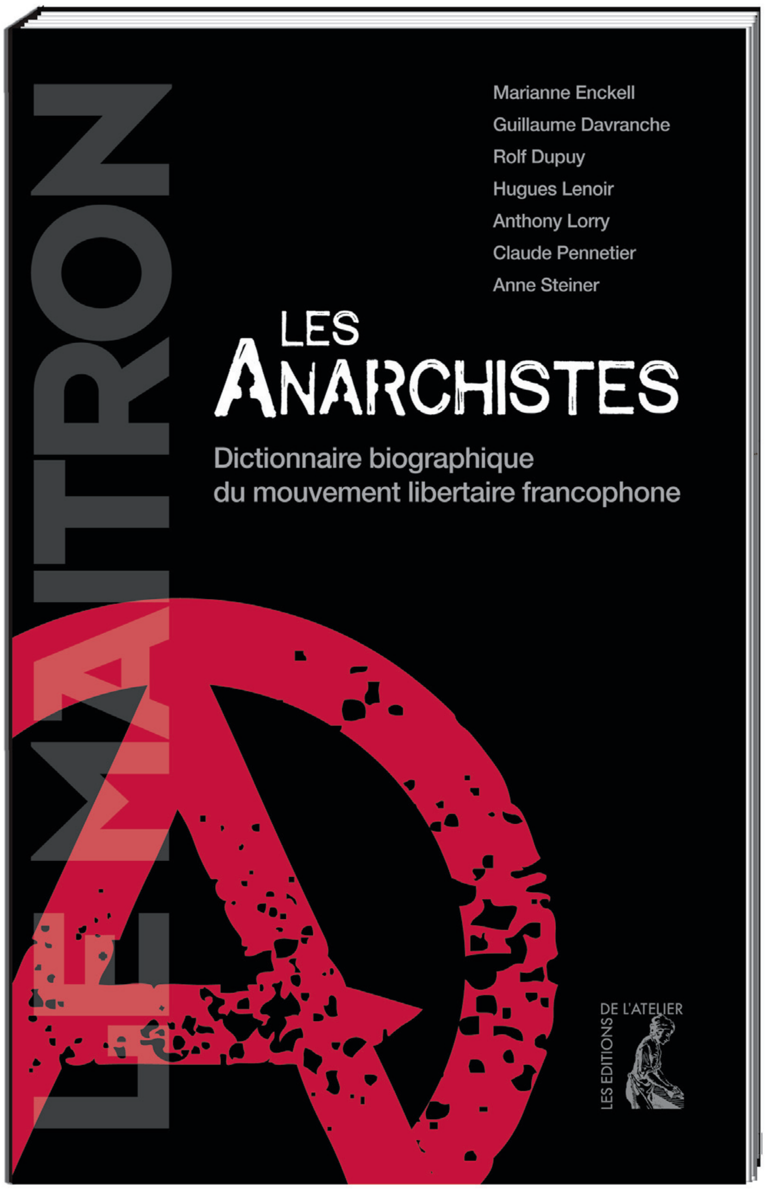
Mercredi 12 février

18:30 > 20:30 Femmes libres. Manu Piet et Marie-France Casalis pour la campagne L'inceste est toujours un crime, initiée par le Collectif féministe contre le viol.

20:30 > 22:30 Ras les murs. Soutien aux prisonniers en lutte qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.

89.4 MHZ en région parisienne — rl.federation-anarchiste.org

SOUSCRIVEZ DÈS MAINTENANT !



À paraître le 1er mai 2014

AGENDA

Jeudi 6 février

Poitiers (86)

18 h 30. Conférence-débat « Internet et vie privée : deux univers compatibles ? ». 30, boulevard du Grand-Cerf.

Carcassonne (11)

20 h 30. Projection de *Ne vivons plus comme des esclaves*. Avec Yannis Youlountas. 10, boulevard Omer-Sarrault.

Rennes (35)

20 h 30. Débat « Accroissement démographique mondial et agriculture de subsistance ». Librairie associative La Commune, 17, rue de Châteaudun.

Samedi 8 février

Audincourt (25)

10 heures. Grand rassemblement populaire en soutien aux victimes du flash-ball. Pour dire non à l'utilisation de cette arme dangereuse, rendez-vous devant le foyer municipal. Place du Marché.

Paris XVIIIe

De 13 h 30 à 18 heures. L'UDoduF + SuperCodex + La Choriza + Eja présentent : l'atelier Fanzine toi-même. Tout pour faire son propre fanzine ! Participation aux frais : prix libre. Réservation (places limitées) : udoduf@free.fr. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Paris XIe

16 h 30. Projection, suivie d'un débat, du film documentaire *Espéranto* du réalisateur Dominique Gautier. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Mercredi 12 février

Vaison-la-Romaine (84)

18 heures. Conférence-débat de Philippe Corcuff « Lecture hérétique de Marx pour le XXIe siècle ». Organisée par l'Université pour tous — Cité scolaire (rue Marcel-Pagnol).

Jeudi 20 février

Merlieux (02)

18 h 30. La Bibliothèque sociale reçoit Pierre Gauyat pour son ouvrage *Jean Meckert, dit Jean Amila : du roman prolétarien au roman noir contemporain* (encrage, 2013). 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite.

Samedi 22 février

Nantes (44)

Grande manifestation contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes à l'appel de toutes les forces anti-aéroport. Cortège anticapitaliste et libertaire. Horaires et lieu exact de RDV en discussion.

Paris XVIIIe

16 heures. Rachel Vine viendra présenter à la bibliothèque La Rue son ouvrage, en collaboration avec l'illustratrice Maud Guely *Un ruban autour d'une bombe, biographie textile de Frida Kahlo*. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 28 février

Vannes (56)

20 h 30. Conférence-débat « Croissance ou décroissance. Vitesse ou lenteur, il faut choisir », animée par Jean-Pierre Tertrais. Palais des Arts. Entrée libre. Organisée par le groupe libertaire Lochu et la FA Vannes.

Jeudi 17 avril

Merlieux (02)

18 h 30. La Bibliothèque sociale accueillera l'auteur local Claude Mouflard, qui nous fera partager l'univers de ses deux livres *Laure Crandelain* et *Exodes* (À Contresens) où le récit interroge notamment la condition féminine, au fin fond de la Thiérache jadis ou lors de l'exode des années 1940. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite.

Les 8 et 9 février

Rouen (76)

Bobines Rebelles invite les Mutins de Pangée.

Le samedi. 16 heures. *Algérie, tours et détours*. 18 heures. *Cinéma Kommunisto*. 20 heures. *Je déboule à Kaboul* (en présence d'Olivier Azam, réalisateur).

Le dimanche. 11 heures. *Sur le toit*. Au cinéma Omnia, rue de la République.

A L'OCCASION DES 20 ANS
DU SOULEVEMENT ZAPATISTE
EXPO/VENTE DE SOUTIEN
DU 10 AU 17 FEVRIER
A LA CONQUETE DU PAIN
47 RUE DE LA BEAUNE, MONTREUIL
laconquetedupainmontreuil.wordpress.com/

L'ANTIFASCISME
C'EST L'AFFAIRE
DE TOUTES ET TOUS !
1934
1940
1962
1970
1983
CONTRE LES LIGUES FASCISTES...
CONTRE L'ÉTAT COLLABO...
CONTRE LE COLONIALISME ET L'OAS...
POUR LES DROITS DES FEMMES...
POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS...
1987
1996
2002
2013
CONTRE LES CRIMES RACISTES...
POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES...
CONTRE L'EXTRÊME DROITE, POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !
hier, aujourd'hui, demain
MANIFESTONS
contre tous les fascismes
DIMANCHE 9 FÉVRIER
à 14h PLACE JULES JOFFRIN (M° JULES JOFFRIN, LIGNE12)
http://fevrierantifa.samizdat.net - fevrierantifa@samizdat.net

L'ANTIFASCISME
C'EST L'AFFAIRE
DE TOUTES ET TOUS !
1934
1940
1962
1970
1983
CONTRE LES LIGUES FASCISTES...
CONTRE L'ÉTAT COLLABO...
CONTRE LE COLONIALISME ET L'OAS...
POUR LES DROITS DES FEMMES...
POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS...
1987
1996
2002
2013
CONTRE LES CRIMES RACISTES...
POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES...
CONTRE L'EXTRÊME DROITE, POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !
hier, aujourd'hui, demain
MANIFESTONS
contre tous les fascismes
DIMANCHE 9 FÉVRIER
à 14h PLACE JULES JOFFRIN (M° JULES JOFFRIN, LIGNE12)
http://fevrierantifa.samizdat.net - fevrierantifa@samizdat.net

A L'OCCASION DES 20 ANS
DU SOULEVEMENT ZAPATISTE
EXPO/VENTE DE SOUTIEN
DU 10 AU 17 FEVRIER
A LA CONQUETE DU PAIN
47 RUE DE LA BEAUNE, MONTREUIL
laconquetedupainmontreuil.wordpress.com/